



## ARRETE REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION SUR L'AVENUE DU QUEBEC ET AVENUE DE LA BALTIQUE

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L2213-1 et suivants,

**Vu** le code de la route,

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 octobre 1963, appelé instruction interministérielle sur la signalisation,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002, modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**Vu** l'état des lieux,

**Vu** l'avancement des travaux de construction du DATA CENTER sur l'avenue du Québec,

**Considérant** la demande d'arrêté de police du 18 avril 2025 de la société INEO RESEAUX HAUTE TENSION située 16, rue des Brosses à VILLEURBANNE Cedex (69623) dans le cadre des travaux de création de deux lignes à haute tension qui alimenteront le futur DATA CENTER,

**Considérant** que pour la sécurité publique et le bon déroulement des travaux, il convient de réglementer la circulation sur l'avenue du Québec et avenue de la Baltique,

### ARRETE

**Article 1** : La circulation sur l'avenue du Québec pour sa partie comprise entre l'accès poids-lourd de l'entreprise CASTOLIN et l'accès au futur DATA CENTER sera réglementée pour la période du 12 au 23 mai 2025 inclus comme suit :

- La circulation sera maintenue par la mise en place d'un alternat ;
- La piste cyclable sera déviée sur la chaussée ;
- La circulation des piétons sera interdite sur ladite section, un cheminement provisoire des piétons devra être assuré par le pétitionnaire.

**Article 2** : L'accès à l'avenue du Québec depuis l'avenue de la Baltique dans le sens Ouest -> Est sera fermé. La circulation reste maintenue dans le sens Est -> Ouest.

**Article 3** : La signalisation réglementaire des travaux sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I) et aux manuels du chef de chantier « signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines ».

Le titulaire des travaux, assurera la maintenance de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, de plus, il veillera à ce qu'à la fin de chaque journée, les conditions de circulation soient assurées en toute sécurité. Le titulaire des travaux sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 4** : L'emprise des travaux devra être fermée et interdite au public. La propreté du site et de ses abords devra être maintenue pendant et à l'achèvement des travaux.

Toute dégradation du domaine public fera l'objet d'une remise en état immédiate aux frais de l'entreprise INEO RESEAUX HAUTE TENSION conformément à la fiche de fermeture de chantier.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles (Article R. 421-1 du Code de la justice administrative) sis 56 avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ». Le délai de recours de deux mois court dès sa publication ou sa notification aux intéressés.



**Article 5** : En application de l'article R.417-10 du Code de la route, tout arrêt ou stationnement gênant prévu par le présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L.325-1 et suivants du Code de la route.

**Article 6** : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise INEO RESEAUX HAUTE TENSION à charge et sous sa responsabilité de procéder à son affichage sur le lieu du chantier pendant toute la durée de l'intervention.

**Article 7** : Le présent arrêté sera publié sur le site de la Ville et inscrit sur le registre des arrêtés municipaux.

**Article 8** : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, pour l'exécution du présent arrêté :

- Le Directeur Général des Services
- Le Directeur des Services Techniques
- Le Chef de la Police municipale
- La Commandante de la Brigade de Gendarmerie de Palaiseau
- INEO RESEAUX HAUTE TENSION

**Article 9** : Le présent arrêté sera transmis pour information à :

- Le SIOM
- La CPS
- Le SDIS
- Le SMUR
- Les transporteurs publics

Fait à Villebon-sur-Yvette, le 24 avril 2025

**Le Maire**

**Victor DA SILVA**

- Publié pendant deux mois à compter du 25 avril 2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles (Article R. 421-1 du Code de la justice administrative) sis 56 avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ». Le délai de recours de deux mois court dès sa publication ou sa notification aux intéressés.